

7. Annexes

7.3 Annexes informatives

7.3.5 Droit de préemption urbain (DPU)

Droit de préemption urbain renforcé (DPUR)

Droit de préemption sur les périmètres de sauvegarde
du commerce

PLU approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 26 septembre 2019,
modifié le 24 septembre 2020 et mis à jour le 16 novembre 2020





OBJET : ARRETE MUNICIPAL PORTANT MISE A JOUR DU PLAN LOCAL D'URBANISME

LE MAIRE D'HERBLAY-SUR-SEINE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 2122-18,

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment les articles R.153-18 et R.151-53,

Vu le Plan local d'urbanisme approuvé le 26 septembre 2019, modifié le 24 septembre 2020 et mis à jour le 09 mars 2020,

Vu la délibération n°2020/158 du Conseil municipal en date du 24 septembre 2020 instaurant le droit de préemption urbain dans le cadre du Plan local d'Urbanisme d'Herblay-sur-Seine,

Vu la délibération n°2020/159 du Conseil municipal en date du 24 septembre 2020 instaurant le droit de préemption urbain renforcé dans le cadre du Plan local d'Urbanisme d'Herblay-sur-Seine,

Vu la délibération n°2020/160 du Conseil municipal en date du 24 septembre 2020 instaurant un périmètre d'études et de sursis à statuer dans le secteur de requalification du centre-ville,

CONSIDERANT

Que le Plan local d'urbanisme doit être mis à jour à chaque fois qu'il est nécessaire de modifier le contenu de ses annexes fixées aux articles R.151-52 et R.151-53 du Code de l'urbanisme, ce qui est le cas en l'espèce pour tenir compte des délibérations suivantes :

- délibération n°2020/158 du Conseil municipal en date du 24 septembre 2020 instaurant le droit de préemption urbain dans le cadre du Plan local d'Urbanisme d'Herblay-sur-Seine
- délibération n°2020/159 du Conseil municipal en date du 24 septembre 2020 instaurant le droit de préemption urbain renforcé dans le cadre du Plan local d'Urbanisme d'Herblay-sur-Seine
- délibération n°2020/160 du Conseil municipal en date du 24 septembre 2020 instaurant un périmètre d'études et de sursis à statuer dans le secteur de requalification du centre-ville

HOTEL DE VILLE

43 rue du Général de Gaulle
CS 40003
95221 Herblay-sur-Seine Cedex
Tél : 01 30 40 47 00 - mairie@herblay.fr
www.herblay.fr

Accusé de réception en préfecture
095-219503067-20201116-AR20T713-AR
Date de télétransmission : 25/11/2020
Date de réception préfecture : 25/11/2020



ARRETE

Article 1 : Le Plan Local d'Urbanisme est mis à jour à la date du présent arrêté.

A cet effet et à titre d'information, sont reportés dans les annexes du Plan local d'urbanisme :

- la délibération n°2020/158 du Conseil municipal en date du 24 septembre 2020 instaurant le droit de préemption urbain dans le cadre du Plan local d'Urbanisme d'Herblay-sur-Seine et son document graphique
- la délibération n°2020/159 du Conseil municipal en date du 24 septembre 2020 instaurant le droit de préemption urbain renforcé dans le cadre du Plan local d'Urbanisme d'Herblay-sur-Seine et son document graphique
- la délibération n°2020/160 du Conseil municipal en date du 24 septembre 2020 instaurant un périmètre d'études et de sursis à statuer dans le secteur de requalification du centre-ville et son document graphique

Article 2 : La mise à jour est effectuée sur les documents tenus à disposition du public en Mairie d'Herblay-sur-Seine, aux Services Techniques – Service Aménagement et Urbanisme.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché en mairie pendant un mois, inscrit au registre des arrêtés municipaux et publié au recueil des actes administratifs établi trimestriellement.

Article 4 : Ampliations du présent arrêté et des pièces du dossier de PLU mises à jour seront adressées :

- Au Préfet du Val d'Oise,
- Au Directeur Départemental des Territoires du Val d'Oise :
 - service de l'urbanisme, de l'aménagement et du développement (SUAD/PU)
 - service de l'aménagement territorial (SAT),
- Au directeur départemental des finances publiques (DDFIP),
- Au Sous-préfet pour l'arrondissement d'Argenteuil,

Article 5 : Le présent arrêté municipal pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise, par courrier ou sur le site de télérecours citoyens (www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité ou à compter de la réponse explicite ou implicite de M. le Maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.



Philippe BOULEAU

Maire d'Herblay-sur-Seine

Vice-président de la Communauté d'agglomération Val Parisis

Vice-président du Conseil départemental

DELIBERATION n°2020/158

Le Conseil municipal de la commune d'Herblay-sur-Seine, légalement convoqué le 18 septembre 2020, s'est assemblé en salle Simone Veil, sous la présidence de Monsieur Philippe ROULEAU,

Le nombre de Conseillers :

En exercice : 35

Présents : 30

Votants : 35

SECRETAIRE DE SEANCE : M. Jean-Charles RAMBOUR

QUESTION N°309

OBJET : INSTAURATION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DANS LE CADRE DU PLAN LOCAL D'URBANISME

ETAIENT PRESENTS :

M. Philippe ROULEAU, Maire, Vice-président du Conseil départemental,
Mme Fatima MOUSSI, M. Philippe BARAT, Mme Nadine PORCHEZ, M. Jean-Charles RAMBOUR, Mme Evelyne LARGENTON, M. Johann ROS, Mme Oriane SIMON, M. Philippe VONMEURS, Mme Isabelle PAILLASSA, M. Dominique ROUSSEL, Mme Corinne JOUBERT, M. Jean-René MARTEL, Mme Sarah NEROZZI-BANFI, Adjoints au Maire,
M. Gérard PIPAT, M. David GOSSET, Mme Chantal FIALIP, Mme Marie-Annick DE WIT, M. Serge FICHERA, Mme Pascale STELLA, M. Philippe BONNEYRAT, M. Benoît VINCENT, Mme Véronique SERRANO, M. Mohamed EL BAGHDADI, M. Mounir BAYACH, M. Djibril KOITA, Mme Nelly LEON, M. Olivier DALMONT, Mme Nadia CANTOU, M. Nicolas BLANCHARD, Conseillers municipaux.

ETAI(EN)T REPRESENT(E)S :

Mme Eliane BELLAIR a donné pouvoir à Mme Nadine PORCHEZ,
Mme Adèle ALBERT ETIENNE a donné pouvoir à M. Jean-René MARTEL,
Mme Linda SAGET a donné pouvoir à M. Johann ROS,
M. François DUPLAND a donné pouvoir à Mme Nelly LEON
Mme Christine SELESKOVITCH a donné pouvoir à Mme Nadia CANTOU.

CONSEIL MUNICIPAL ORDINAIRE DU 24 SEPTEMBRE 2020**QUESTION N°309**

OBJET : **INSTAURATION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DANS LE CADRE DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

RAPPORTEUR : NADINE PORCHEZ

Le Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 2121-29,

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L. 211-1, L. 211-4, R. 211-1 à R. 211-4,

Vu la délibération n°248 du Conseil municipal du 14 décembre 2006 instaurant le droit de préemption urbain sur le territoire de la commune,

Vu le Plan local d'urbanisme (PLU) révisé approuvé par délibération n°2019/154 du Conseil municipal en date du 26 septembre 2019,

Considérant que de nouvelles zones ont été ouvertes à l'urbanisation dans le cadre de l'approbation de la révision du Plan local d'urbanisme,

Considérant que des zones ont été fermées à l'urbanisation et classées en zone naturelle dans le cadre de l'approbation de la révision du Plan local d'urbanisme,

Considérant l'intérêt de la commune d'instituer le Droit de préemption urbain classique sur la totalité des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) définies au Plan local d'urbanisme approuvé afin de donner à la commune la possibilité d'acquérir par priorité les biens qui lui sont nécessaires pour mener sa politique d'aménagement,

Vu le document graphique annexé à la présente délibération et délimitant le nouveau périmètre du Droit de préemption urbain,

Après examen en commission Affaires techniques du 22 septembre 2020,

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1

ABROGE la délibération n°248 du Conseil municipal du 14 décembre 2006 instaurant le droit de préemption urbain sur le territoire de la commune.

ARTICLE 2

APPROUVE l'institution du Droit de préemption urbain classique sur toutes les zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) du Plan local d'urbanisme approuvé le 26 septembre 2019 telles que délimitées selon le document graphique annexé à la présente délibération.

Délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2020

INSTITUTION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DANS LE CADRE DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérécourse » www.telerecours.fr

Accusé de réception 095 219503067 20200926-0309DB2020R158 Date de télétransmission : 25/11/2020 Date de télétransmission : 28/09/2020 Date de réception préfecture : 28/09/2020

ARTICLE 3

DIT que la présente délibération sera affichée pendant un mois en mairie, mention de cet affichage sera également insérée dans deux journaux diffusés dans le Département.

ARTICLE 4

DIT que la présente délibération, ainsi que le document graphique, ci-annexé, seront transmis à M. le Préfet du Val d'Oise.

ARTICLE 5

DIT que la présente délibération, ainsi que le document graphique, ci-annexé, seront transmis au Directeur départemental des Services fiscaux, au Conseil supérieur du Notariat, à la Chambre départementale des Notaires, au barreau constitué près du Tribunal de Grande Instance de Pontoise et au greffe du même tribunal.

ARTICLE 6

DIT que le périmètre du Droit de préemption urbain sera reporté dans les annexes du Plan local d'urbanisme, à titre informatif, conformément à l'article R. 153-18 du Code de l'Urbanisme.

ARTICLE 7

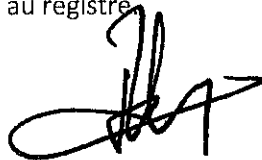
DIT que la présente délibération deviendra exécutoire à compter de l'accomplissement des mesures de publicité et de sa transmission en Préfecture.

ADOpte A l'Unanimité (32 voix pour – 3 abstentions : Nelly LEON – Jean-François DUPLAND – Olivier DALMONT)

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

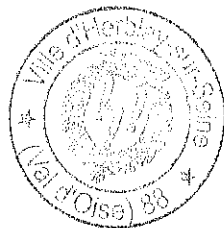
Et ont, les membres présents, signé au registre

Pour extrait conforme,



Philippe ROULEAU
Maire d'Herblay-sur-Seine

Vice-président de la Communauté d'agglomération Val Parisis
Vice-président du Conseil départemental du Val d'Oise



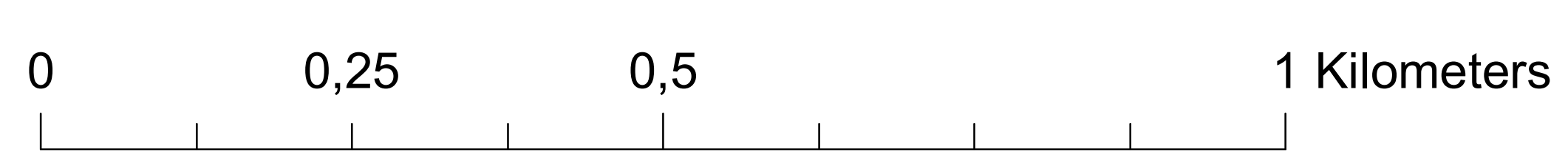
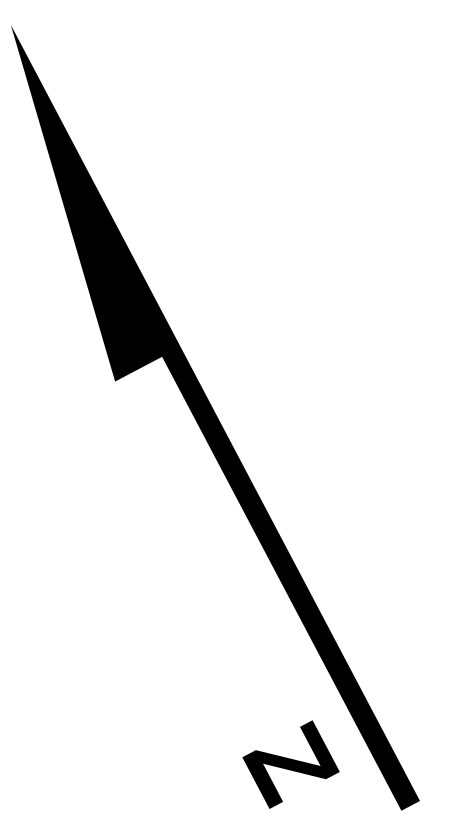
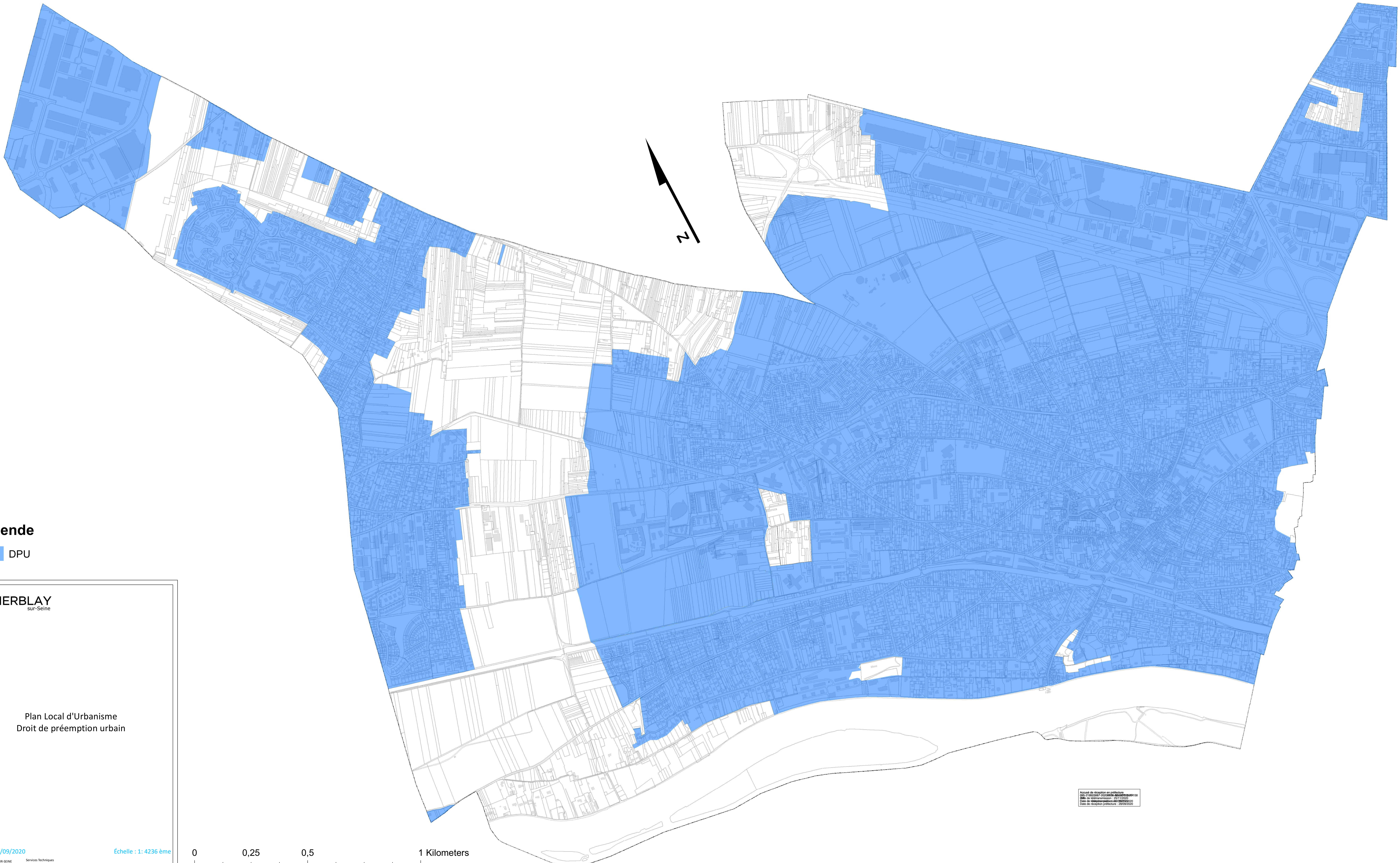
Délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2020

MODIFICATION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DANS LE

CADRE DU PLAN LOCAL D'URBANISME


Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception de la préfecture 095-219503067-20200926-OR2018-2018-158
Date de télétransmission : 25/11/2020
Date de télétransmission : 28/09/2020
Date de réception préfecture : 28/09/2020



Légende

DPU



HERBLAY
sur-Seine

Plan Local d'Urbanisme
Droit de préemption urbain

Édition : 01/09/2020 Échelle : 1: 4236 ème

Maire d'HERBLAY-SUR-SEINE	Services Techniques	Services Techniques	Services Techniques
13 Rue du Général de Gaulle	Subdivision Bureau d'Études	15 Avenue Paul Langevin	15 Avenue Paul Langevin
95211 HERBLAY-SUR-SEINE Cedex	HERBLAY-SUR-SEINE	HERBLAY-SUR-SEINE	HERBLAY-SUR-SEINE
	mail: services-techniques@herblay.fr	mail: services-techniques@herblay.fr	mail: services-techniques@herblay.fr
	Tel: 01.34.40.47.00	Tel: 01.34.40.47.00	Tel: 01.34.40.47.00
		Ordonneur :	Ordonneur :
		Olivier de Saint Etienne	Olivier de Saint Etienne

Approbé par délibération du conseil municipal
Date de l'adoption : 02/09/2020
Date de mise en application : 02/09/2020
Date de révision prévue : 02/09/2025

DELIBERATION n°2020/159

Le Conseil municipal de la commune d'Herblay-sur-Seine, légalement convoqué le 18 septembre 2020, s'est assemblé en salle Simone Veil, sous la présidence de Monsieur Philippe ROULEAU,

Le nombre de Conseillers :

En exercice : 35

Présents : 30

Votants : 35

SECRETAIRE DE SEANCE : M. Jean-Charles RAMBOUR

QUESTION N°310

OBJET : INSTAURATION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN RENFORCE SUR CERTAINS SECTEURS DE LA COMMUNE DANS LE CADRE DU PLAN LOCAL D'URBANISME

ETAIENT PRESENTS :

M. Philippe ROULEAU, Maire, Vice-président du Conseil départemental,
Mme Fatima MOUSSI, M. Philippe BARAT, Mme Nadine PORCHEZ, M. Jean-Charles RAMBOUR, Mme Evelyne LARGENTON, M. Johann ROS, Mme Oriane SIMON, M. Philippe VONMEURS, Mme Isabelle PAILLASSA, M. Dominique ROUSSEL, Mme Corinne JOUBERT, M. Jean-René MARTEL, Mme Sarah NEROZZI-BANFI, Adjoints au Maire,
M. Gérard PIPAT, M. David GOSSET, Mme Chantal FIALIP, Mme Marie-Annick DE WIT, M. Serge FICHERA, Mme Pascale STELLA, M. Philippe BONNEYRAT, M. Benoît VINCENT, Mme Véronique SERRANO, M. Mohamed EL BAGHDADI, M. Mounir BAYACH, M. Djibril KOITA, Mme Nelly LEON, M. Olivier DALMONT, Mme Nadia CANTOU, M. Nicolas BLANCHARD, Conseillers municipaux.

ETAI(EN)T REPRESENT(E)S :

Mme Eliane BELLAIR a donné pouvoir à Mme Nadine PORCHEZ,
Mme Adèle ALBERT ETIENNE a donné pouvoir à M. Jean-René MARTEL,
Mme Linda SAGET a donné pouvoir à M. Johann ROS,
M. François DUPLAND a donné pouvoir à Mme Nelly LEON
Mme Christine SELESKOVITCH a donné pouvoir à Mme Nadia CANTOU.

CONSEIL MUNICIPAL ORDINAIRE DU 24 SEPTEMBRE 2020**QUESTION N°310**

OBJET : INSTAURATION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN RENFORCE SUR CERTAINS SECTEURS DE LA COMMUNE DANS LE CADRE DU PLAN LOCAL D'URBANISME

RAPPORTEUR : NADINE PORCHEZ

Le Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 2121-29,

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L. 211-1, L. 211-4, R. 211-1 à R. 211-4,

Vu la délibération n°249 du Conseil municipal du 14 décembre 2006 instaurant le droit de préemption urbain renforcé sur le territoire de la commune,

Vu le Plan local d'urbanisme (PLU) révisé approuvé par délibération n°2019/154 du Conseil municipal en date du 26 septembre 2019,

Considérant que de nouvelles zones ont été ouvertes à l'urbanisation dans le cadre de l'approbation de la révision du Plan local d'urbanisme,

Considérant que des zones ont été fermées à l'urbanisation et classées en zone naturelle dans le cadre de l'approbation de la révision du Plan local d'urbanisme,

Considérant la nécessité pour la commune d'élargir le champ d'application du Droit de préemption urbain en instituant le Droit de préemption urbain renforcé sur certaines zones, afin de :

- constituer des réserves foncières permettant la réalisation d'opérations d'aménagement visant à favoriser le renouvellement urbain et à éviter le morcellement urbain et la réalisation de constructions dans le diffus et au coup par coup
- répondre aux objectifs inscrits dans le Plan local d'urbanisme d'Herblay-sur-Seine et notamment dans le Projet d'aménagement et de développement durables et dans les Orientations d'aménagement et de programmation,

Vu le document graphique annexé à la présente délibération et délimitant les secteurs du nouveau périmètre du Droit de préemption urbain renforcé,

Après examen en commission affaires techniques du 22 septembre 2020,

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1

ABROGE la délibération n°249 du Conseil municipal du 14 décembre 2006 instaurant le droit de préemption urbain renforcé sur le territoire de la commune.

Délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2020

INSTITUTION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN RENFORCE SUR CERTAINS SECTEURS DE LA COMMUNE DANS LE CADRE DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérécourse » par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture 095-21950367-20200926-OR20DB202R159 Date de télétransmission : 25/11/2020 Date de réception en préfecture : 28/09/2020 Date de réception préfecture : 28/09/2020
--

ARTICLE 2

APPROUVE l'institution du Droit de préemption urbain renforcé tel que défini sur le document graphique annexé à la présente délibération.

ARTICLE 3

DECIDE que ce droit sera appliqué aux aliénations et cessions mentionnées à l'article L. 211-4 du Code de l'urbanisme relatif au Droit de préemption urbain renforcé.

ARTICLE 4

DIT que la présente délibération sera affichée pendant un mois en mairie, mention de cet affichage sera insérée dans deux journaux diffusés dans le Département.

ARTICLE 5

DIT que la présente délibération, ainsi que le document graphique, ci-annexé, seront transmis à M. le Préfet du Val d'Oise.

ARTICLE 6

DIT que la présente délibération, ainsi que le document graphique, ci-annexé, seront transmis au Directeur départemental des Services fiscaux, au Conseil supérieur du Notariat, à la Chambre départementale des Notaires, au barreau constitué près du Tribunal de Grande Instance de Pontoise et au greffe du même tribunal.

ARTICLE 7

DIT que le périmètre du Droit de préemption urbain sera reporté dans les annexes du Plan local d'urbanisme, à titre informatif, conformément à l'article R. 153-18 du Code de l'Urbanisme.

ARTICLE 8

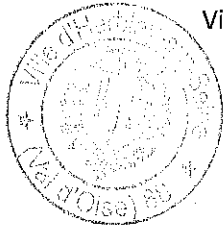
DIT que la présente délibération deviendra exécutoire à compter de l'accomplissement des mesures de publicité et de sa transmission en Préfecture.

ADOpte A l'Unanimité (32 voix pour – 3 abstentions : Nelly LEON – Jean-François DUPLAND – Olivier DALMONT)

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.
Et ont, les membres présents, signé au registre.
Pour extrait conforme,

Philippe ROULEAU
Maire d'Herblay-sur-Seine

Vice-président de la Communauté d'agglomération Val Parisis
Vice-président du Conseil départemental du Val d'Oise



Délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2020

INSTITUTION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DANS LE CADRE
DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours » par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
005-219503067-20200926-OR20DB2020R159
Date de télétransmission : 25/11/2020
Date de téléprésentation : 28/09/2020
Date de réception préfecture : 28/09/2020



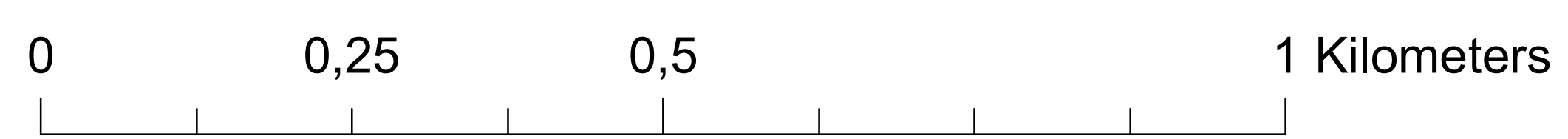
Légende

 DPUR



Plan Local d'Urbanisme
Droit de préemption urbain renforcé

Approbé par délibération du conseil municipal
Date de l'adoption : 02/09/2020
Date de mise en application : 02/09/2020
Date de révision prévue : 02/09/2025





Le Conseil municipal de la commune d'Herblay, légalement convoqué le 29 septembre 2015, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Philippe ROULEAU,

Le nombre de Conseillers :

En exercice : 35

Présents : 31

Votants : 35

SECRETAIRE DE SEANCE : M. Gérard PIPAT

QUESTION N°114

OBJET : INSTAURATION D'UN PERIMETRE DE SAUVEGARDE DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT DE PROXIMITE DANS LE CADRE DU DROIT DE PREEMPTION DES COMMUNES SUR LES FONDS ARTISANAUX, LES FONDS DE COMMERCE, LES BAUX COMMERCIAUX ET LES TERRAINS FAISANT L'OBJET DE PROJETS D'AMENAGEMENT COMMERCIAUX

ETAIENT PRESENTS :

M. Philippe ROULEAU, Maire, Vice-président du Conseil départemental,
M. Philippe BARAT, Mme Maryse GOURVENNEC, Mme Nadine PORCHEZ,
M. Jean-Charles RAMBOUR, Mme Linda SADDOK-BENALLA, M. Philippe LEVEQUE,
Mme Véronique BRISION, M. Daniel LEMOINE, Mme Fatima MOUSSI, M. Johann ROS, Adjoints au Maire,
M. Bernard VILAIN, M. Patrick HEKIMIAN, M. Gérard LACROIX, M. Gérard PIPAT,
Mme Evelyne LARGENTON, Mme Adèle ALBERT-ETIENNE, M. Vincent BENOIT,
Mme Anne-France PINCEMAILLE, M. Pierre DUCELLIER, Mme Céline BOULLE MURAT, Mme Linda SAGET, M. David GOSSET, Mme Sarah NEROZZI-BANFI,
Mme Nelly LEON, Mme Sophie DARRIGADE, M. Loeiz RAPINEL, M. Olivier DALMONT,
M. François BERNIERI, Mme Chantal STASSER, Mme Séverine KAOUA, Conseillers municipaux.

ETAIENT REPRESENTES :

Mme Annie BLANCHARD a donné pouvoir à Mme Chantal STASSER,
M. Daniel PROUX a donné pouvoir à M. Jean-Charles RAMBOUR,
Mme Marcelle KLASSEN a donné pouvoir à Mme Anne-France PINCEMAILLE,
M. Georges ABAD, a donné pouvoir à M. François BERNIERI.

CONSEIL MUNICIPAL SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2015**QUESTION N°114**

OBJET : INSTAURATION D'UN PERIMETRE DE SAUVEGARDE DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT DE PROXIMITE DANS LE CADRE DU DROIT DE PREEMPTION DES COMMUNES SUR LES FONDS ARTISANAUX, LES FONDS DE COMMERCE, LES BAUX COMMERCIAUX ET LES TERRAINS FAISANT L'OBJET DE PROJETS D'AMENAGEMENT COMMERCIAUX

RAPPORTEUR : MARYSE GOURVENNEC

Le Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2121-29,

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L 214-1 à L 214-3 et R 214-1 à R. 214-16,

Vu la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises,

Vu la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie,

Vu la loi n° 2012-387 du 22 mars 2012 relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives,

Vu le décret n°2007-1827 du 26 décembre 2007 relatif au droit de préemption des communes sur les fonds de commerce, les fonds artisanaux, et les baux commerciaux,

Vu le décret n°2009-753 du 22 juin 2009 relatif au droit de préemption sur les terrains portant ou destinés à porter des commerces d'une surface de vente comprise entre 300 et 1 000 m²,

Vu le décret n° 2015-914 du 24 juillet 2015 modifiant certaines dispositions du code de l'urbanisme relatives au droit de préemption des communes sur les fonds artisanaux, de commerce, les baux commerciaux et les terrains faisant l'objet de projets d'aménagement,

Vu l'avis favorable de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Val d'Oise en date du 10 août 2015,

Vu l'avis favorable de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat du Val d'Oise en date du 2 septembre,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 22 juin 2006, mis à jour le 14 août 2014 et modifié le 12 février 2015,

Considérant la volonté de la Ville d'Herblay de sauvegarder le commerce et l'artisanat de proximité, de renforcer l'attractivité du commerce traditionnel, de restaurer et sauvegarder la diversité des commerces afin de maintenir une offre équilibrée de qualité,

Considérant le rapport d'analyse de la situation du commerce et de l'artisanat de proximité à l'intérieur du périmètre et des menaces pesant sur la diversité commerciale et artisanale,

Considérant la nécessité de diversifier, maintenir, préserver et redynamiser le tissu commercial et artisanal de proximité,

Considérant qu'il est nécessaire d'instaurer ce droit de préemption commercial sur quatre secteurs commerciaux, à savoir : le pôle des Buttes Blanches, le pôle des Cailloux gris, le pôle du Centre Ville, le pôle des Chênes,

Après examen en commission finances – développement économique – développement durable – transports,

Après en avoir délibéré,

Décide d'instaurer le droit de préemption sur les fonds artisanaux, les fonds de commerce, les baux commerciaux et les terrains faisant l'objet de projet d'aménagement commercial.

Délimite le périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité à l'intérieur duquel les cessions de fonds commerciaux, de fonds de commerce, de baux commerciaux et de terrains faisant l'objet d'aménagement commercial sont soumises au droit de préemption, selon les plans ci-annexés.

Il s'agit des quatre secteurs suivants :

- Le pôle des Buttes Blanches : allée des Bois
- Le pôle des Cailloux Gris : route de Conflans
- Le pôle du Centre Ville : boulevard Oscar Thévenin – rue du 11 novembre 1918 – rue du Général de Gaulle – rue d'Argenteuil – place des Eaux – place de la Libération – place de la Halle – rue de Paris – rue de Pontoise
- Le pôle des Chênes : rue de Conflans

Précise que le périmètre précité sera annexé au Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Autorise M. le Maire, Philippe ROULEAU, à exercer ce droit de préemption conformément à l'article L2122-22 du Code général des collectivités territoriales.

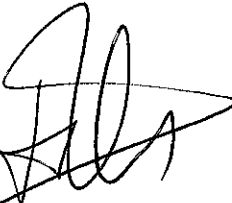
Autorise M. le Maire, Philippe ROULEAU ou son représentant à signer tous les documents s'y rapportant.

Dit que la présente délibération fera l'objet, conformément à l'article R211-2 du Code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois, d'une mention insérée dans deux journaux diffusés dans le département et de sa publication au recueil des actes administratifs.

ADOpte A l'Unanimité (35 voix pour)

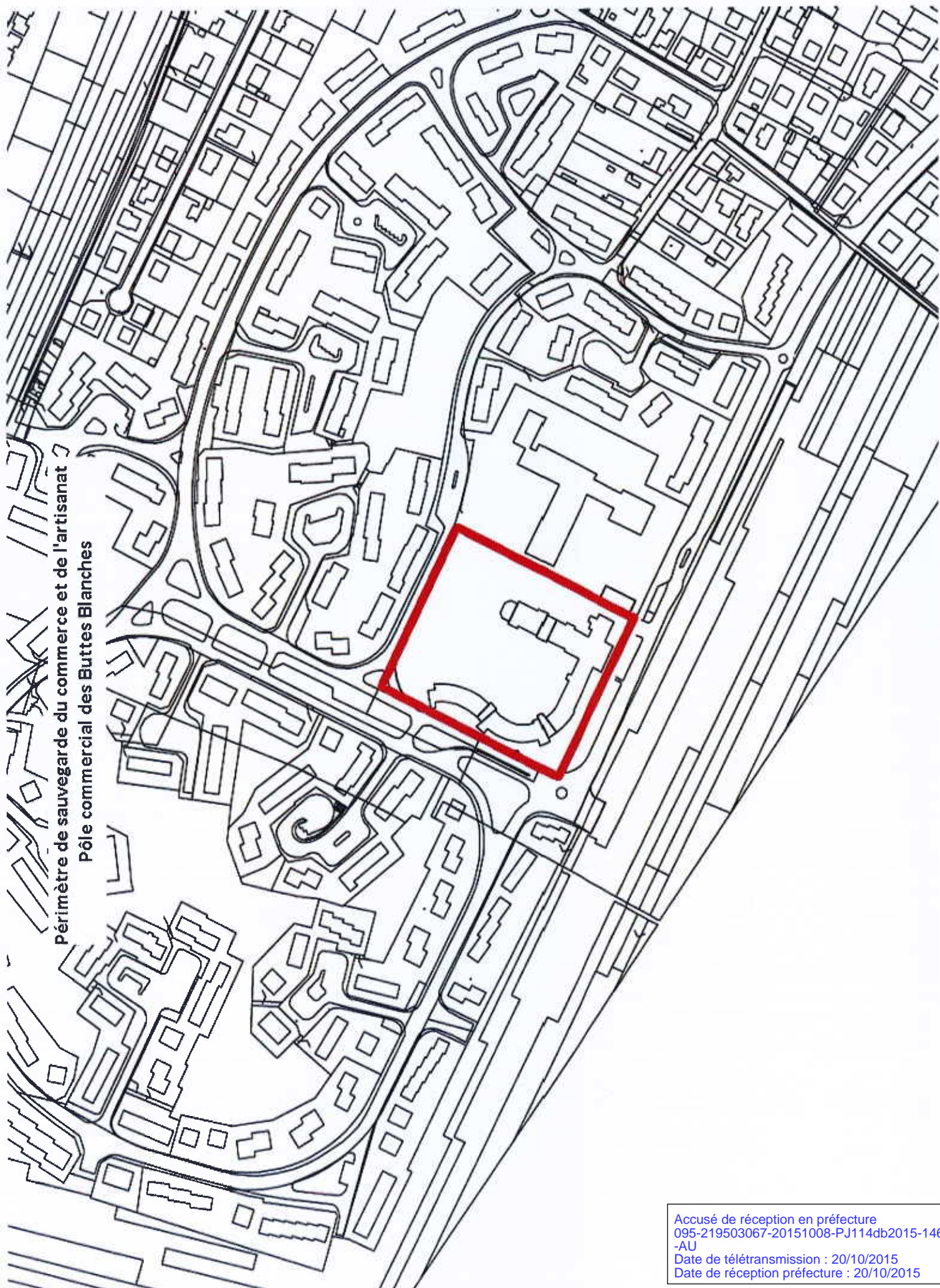
Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.
Et ont, les membres présents, signés au registre.
Pour extrait conforme,




Philippe ROULEAU
Maire d'Herblay

Vice-président du Conseil départemental

Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat
Pôle commercial des Buttes Blanches

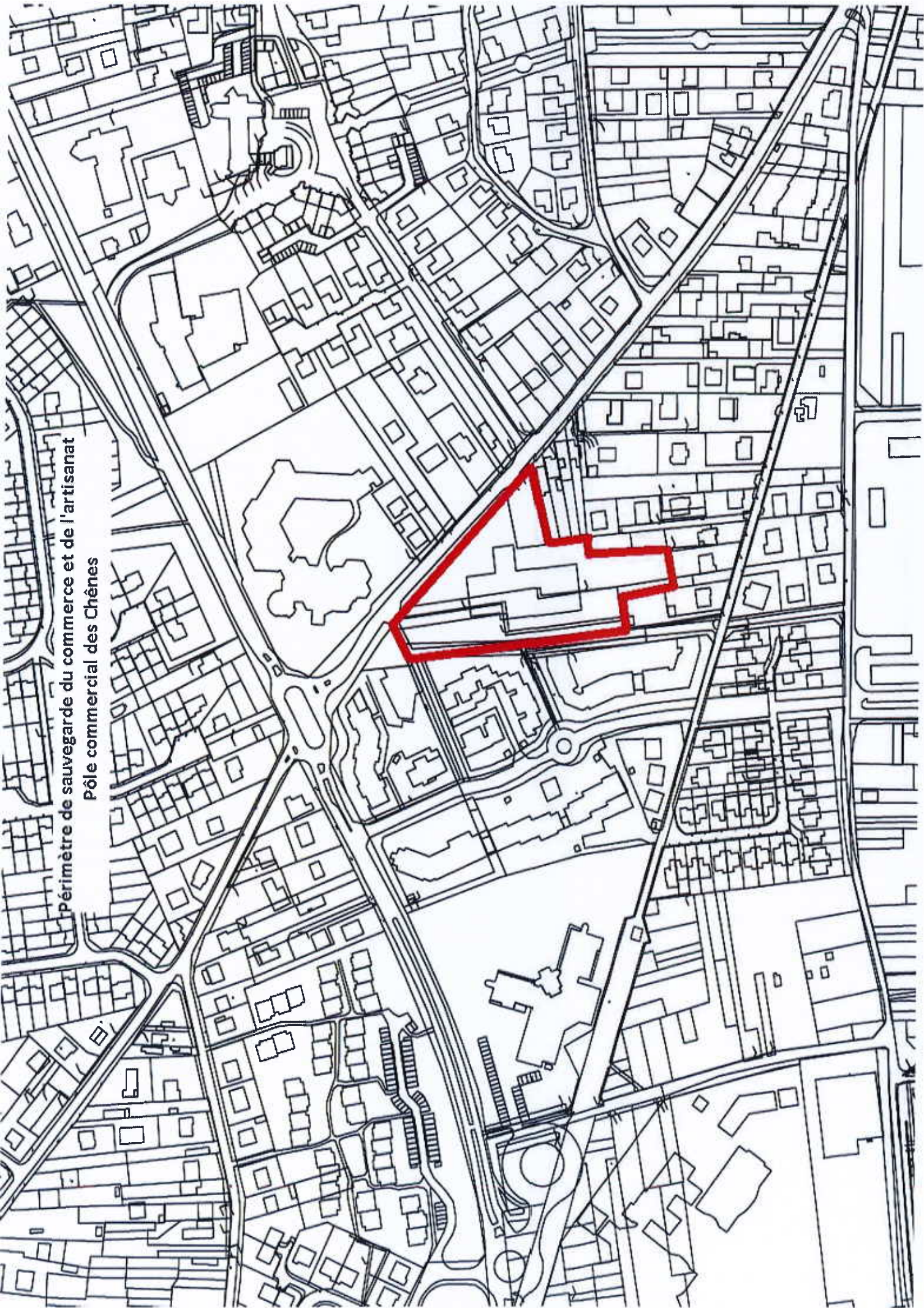


Accusé de réception en préfecture
095-219503067-20151008-PJ114db2015-146
-AU
Date de télétransmission : 20/10/2015
Date de réception préfecture : 20/10/2015

—
périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat
Pôle commercial des Cailloux Gris



Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat
Pôle commercial des Chênes



Perimètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat
Pôle commercial Centre Ville

